Antoine Pecqueur

Ce document est extrait de la publication multiformat *Déborder Bolloré*. Il a été généré puis rendu accessible sur deborderbollore.fr, la plateforme hébergeant toutes les ressources autour du projet, dont cette contribution. *Déborder Bolloré* met en avant la pensée de chercheureuses, d'imprimeureuses, d'éditeurices et de libraires qui analysent et/ou subissent les dynamiques de concentration et d'extrême droitisation du marché. Chacun·e tente de formuler, depuis sa position respective, des réponses à cette question urgente : comment faire face au libéralisme autoritaire dans le monde du livre ?

Bolloré : le laboratoire africain

Avant de mettre la main sur une partie des médias et de l'édition française, Vincent Bolloré a fait de l'Afrique la première étape dans sa conquête de l'hégémonie culturelle. Récit.

Sans ses activités africaines, Vincent Bolloré n'aurait jamais pu mener en France son projet politique. L'une des premières raisons est purement matérielle. En décembre 2022, l'homme d'affaires vend Bolloré Africa Logistics, regroupant ses activités d'infrastructure et de logistique sur le continent africain, au groupe MSC. La transaction se chiffre à près de 5,7 milliards d'euros. Un coup magistral[1]. Bolloré profite de l'effet de la crise sanitaire, durant laquelle les armateurs réalisent des profits spectaculaires, principalement à cause de la surconsommation américaine. Ces groupes de fret maritime multiplient alors les acquisitions pour devenir des géants de la logistique mondiale. Un timing parfait pour céder ses actifs.

D'autant que Vincent Bolloré est devenu un acteur incontournable en Afrique subsaharienne, contrôlant 22 concessions portuaires et ferroviaires et 66 ports secs ; il a pleinement tiré profit de la privatisation de ces infrastructures prescrite par le FMI et la Banque mondiale. Cette cession va donc lui permettre d'avoir les coudées franches pour se concentrer et se développer en France dans les médias et l'édition. En 2022, grâce notamment à cette plus-value, l'entreprise a dégagé un bénéfice net de 3,4 milliards d'euros[2].

Mais surtout, il faut voir l'Afrique comme la première étape dans sa conquête de l'hégémonie culturelle. C'est là qu'il a pu expérimenter ce qu'il applique aujourd'hui en France. Cette bataille passe déjà par les écrans. Sur le continent, Canal+, dont Vincent Bolloré a repris les rênes en 2015, compte aujourd'hui 8 millions d'abonné·es (en France, la chaîne s'approche des 10 millions d'abonné·es), ce qui en fait le premier opérateur de télévision payante en Afrique francophone[3]. Pendant longtemps, la chaîne gagnait des abonné·es en Afrique alors qu'elle en perdait en France. Le logo noir et blanc est désormais bien visible dans les rues de Dakar, d'Abidjan ou de Kinshasa. Depuis sa reprise en main bolloréenne, la

chaîne se concentre sur le sport, les séries et le cinéma. Les programmes humoristiques les plus subversifs, vestiges de l'ancien esprit Canal, ont été supprimés, de quoi convenir aux régimes autoritaires qui accordent les autorisations de diffusion. Le divertissement doit être le plus lisse possible. Toute aspérité politique est gommée : les documentaires apportant un point de vue critique sont écartés de la grille. En 2017, un reportage montrant les manifestations contre le président togolais Faure Gnassingbé a été supprimé des plateformes numériques de Canal+ immédiatement après sa diffusion. Le Togo est alors un marché majeur pour les activités de logistique du groupe. L'ONG Reporters sans frontières dénonce un « cas de censure »[4]. Plus récemment, en décembre 2023, Canal+ a supprimé le signal de trois chaînes de son bouquet, critiques à l'égard du général Mamadi Doumbouya, président de la transition en Guinée, à la demande des autorités de Conakry[5]. Il ne s'agirait pas de se fâcher avec les pouvoirs en place. Dans sa stratégie, Bolloré mise sur l'essor de la classe moyenne africaine, sur une jeunesse aux aspirations mondialisées. « En l'aliénant », souligne le réalisateur camerounais Jean-Pierre Bekolo[6].

Au sein de la population, la chaîne se heurte néanmoins à des griefs de plus en plus forts. On lui reproche déjà le coût des abonnements, prohibitif au regard du niveau de vie, qu'elle tente de compenser avec des offres promotionnelles. Pas sûr que cela soit suffisant face à la concurrence des plateformes. Une partie se détourne aussi des contenus en français pour rechercher des programmes en langues africaines. Ces dernières sont encore trop souvent mal considérées, peu valorisées. La domination culturelle est aussi une domination linguistique. Or il y a désormais un mouvement de réappropriation de ces langues, notamment par les plus jeunes générations. Au Sénégal, les émissions en wolof rencontrent un succès grandissant. Le groupe l'a bien compris en intégrant de plus en plus de contenus locaux dans ses bouquets.

L'enjeu est également géopolitique. Au moment où le continent suscite la convoitise des plus grandes puissances, Canal+ se retrouve parfois perçu comme un héritage de la Françafrique. Par exemple au Cameroun, où le groupe a supprimé de son bouquet Afrique Média, une chaîne suspectée d'être pro-russe. Certain·es y voient l'ombre du Quai d'Orsay[7]. Les conflits se font aussi par écrans interposés. L'opérateur chinois StarTimes, jouant sur la pseudo-neutralité de Pékin, profite de ce contexte pour conquérir le continent, y comptant désormais 16 millions d'abonné·es. Mais Bolloré riposte en lançant en avril 2024 une offre publique d'achat (OPA) sur le géant sud-africain MultiChoice, dont il possède déjà 35 % du capital. La preuve que même s'il a cédé ses activités de logistique, l'homme d'affaires compte bien rester actif en Afrique. Avec ses 21,7 millions d'abonné·es, MultiChoice couvre 50 % du marché, principalement les pays anglophones, alors que Canal+ est surtout présent dans les pays francophones — une complémentarité stratégique[8]. « L'acquisition la plus ambitieuse de notre histoire », affirme Maxime Saada, le président du directoire de Canal+[9]. Fiorina Capozzi nous rappelle que « par sa formation de banquier, c'est toujours Vincent Bolloré lui-même qui pilote les acquisitions[10]. » Lorsque cette OPA de 2,7 milliards d'euros sera finalisée, le groupe Canal+ envisage même une cotation à Johannesburg, après être entré à la bourse de Londres le 16 décembre 2024.

Ce risque de concentration vertigineuse de l'audiovisuel africain entre les mains de l'homme d'affaires breton suscite une vive inquiétude, d'autant que sa stratégie mêle un néolibéralisme décomplexé à une idéologie ultraconservatrice. D'un côté, Bolloré exploite économiquement le continent et, de l'autre, le méprise de la façon la plus brutale, en diffusant *ad nauseam* sur ses chaînes CNews et C8[11] des propos associant l'immigration à l'insécurité et pointant du doigt la population africaine. Sur

CNews, la chroniqueuse Véronique Jacquier propose de « recoloniser l'Afrique économiquement[12] ». Le même média ne cesse de pourfendre toute critique du postcolonialisme[13]. Le milliardaire s'inscrit en parfait héritier des barons du capitalisme colonial.

Mais ce qu'il n'avait pas anticipé, c'était la résistance politique de la population. Dans les rues de Yaoundé ou de Ouagadougou, la figure de Bolloré participe de la montée du sentiment anti-français. En 2016, la catastrophe ferroviaire d'Eseka, au Cameroun, faisant 79 mort·es, sur une ligne de train gérée par Bolloré, a aussi terni durablement son image sur le continent[14]. Son nom se retrouve sur les pancartes des manifestations dénonçant la mainmise de Paris, même si bien souvent ces rassemblements sont instrumentalisés par la Russie. On notera d'ailleurs sur ce plan une évolution dans la ligne éditoriale des médias de Bolloré, qui accordent de plus en plus de place aux journalistes pro-russes. La guerre en Ukraine est traitée dans *LeJournal du Dimanche* par Xenia Fedorova, ancienne directrice d'information de la chaîne RT France, financée par l'État russe et interdite de diffusion depuis 2022 dans l'Union européenne. Elle sort aussi en mars 2025 un livre chez Fayard (*Bannie. Liberté d'expression sous condition*). Une manière pour le milliardaire de se rapprocher, par effet collatéral, des régimes africains proches du Kremlin ?

Dans sa conquête gramscienne de l'hégémonie culturelle sur le continent, Bolloré ne se limite pas aux chaînes de télévision. Il a également mis en place un réseau de salles de spectacle et de cinéma : les CanalOlympia. Ce nom, qui réunit deux marques de son groupe (outre Canal, l'homme d'affaires possède aussi la salle parisienne l'Olympia), est censé traduire la double vocation de ces équipements. À l'intérieur, ils sont utilisés comme salle de cinéma, et à l'extérieur, ils font office de scène de concert en plein air. Alors que les États africains mettent très peu de moyens dans les arts et que la plupart des cinémas et théâtres ont fermé depuis plusieurs années, Vincent Bolloré veut apparaître en sauveur de la culture. Mais de quelle culture parle-t-on ? La programmation des cinémas fait surtout la part belle aux *blockbusters* américains. Quant à l'activité des concerts, elle met en avant les artistes produits par Universal, comme Fally Ipupa ou Burna Boy. Ce n'est pas un hasard : la *major* de l'industrie musicale est détenue à 28 % par Vincent Bolloré et Vivendi, qui en sont toujours les actionnaires majoritaires même après la scission de juin 2021[15]. Une fois encore, un exemple parfait de concentration horizontale (le maximum d'actifs dans le même secteur) et verticale (posséder les différents maillons de la chaîne). Universal mise sur le continent, avec, pour la partie francophone, une équipe dédiée installée à Abidjan. Associée à Canal+, la *major* a même lancé une émission africaine de télécrochet.

Mais la frilosité est de mise : n'imaginez pas y dénicher des musiques subversives, artistiquement ou politiquement. À travers ses labels, ses chaînes et ses salles de spectacle, Bolloré a pris le contrôle sur les pratiques culturelles, de leur production à leur diffusion. Il a entre ses mains une industrie hautement stratégique, car en Afrique, encore plus qu'ailleurs, la contestation passe par la musique. Les artistes n'hésitent pas à tenter de prendre le pouvoir[16]. En Ouganda, le principal opposant au dictateur Yoweri Museveni est un rappeur, Bobi Wine, que vous ne retrouverez pas dans le catalogue Universal, dont les concerts sont de véritables meetings[17]. Dans des pays où le taux d'analphabétisme est parfois très élevé, les chansons sont aussi là pour faire passer des messages politiques, de la défense des services publics à l'engagement féministe. Maîtriser l'industrie musicale est une manière d'agir directement sur la population. La divertir et l'endormir.

L'implantation même des CanalOlympia ne manque pas d'interpeller : la première salle a ouvert en 2017 au sein même de l'Université de Yaoundé. Tout un symbole : le milliardaire s'installe là où se forme la

jeunesse africaine. Le groupe bolloréen a d'ailleurs noué des partenariats avec nombre d'universités africaines, en finançant une salle multimédia à Brazzaville, une bibliothèque à Douala… Ces lieux de formation sont un terrain idoine pour partir à la conquête des esprits. Le capitalisme de séduction version Bolloré. Pour l'inauguration du CanalOlympia de Yaoundé, les étudiant·es avaient même interprété une chanson spécialement écrite en hommage à l'homme d'affaires. Une mise en scène digne d'un rassemblement nord-coréen[18]. Sur la centaine de salles promises par Bolloré, seule une vingtaine a pour l'instant surgi de terre.

À travers le champ culturel, le milliardaire cherche peut-être moins à séduire la population que ses dirigeants. Un exemple redoutable de *soft power*. Il se construit à peu de frais une image de bienfaiteur, en offrant aux États une vitrine artistique. Une monnaie d'échange parfaite pour obtenir un accès privilégié au marché. Pour asseoir ces dernières années sa présence en Afrique, l'homme d'affaires a joué sur les mêmes ressorts que ceux qu'il exploite actuellement en France. Bien implanté dans les médias, il a su nouer des liens étroits avec la classe politique. Avec néanmoins une nuance de taille : en France, il se place du côté de l'opposition, alors qu'en Afrique, il s'est distingué en soutenant les pouvoirs en place. Il fut ainsi proche des présidents les plus autoritaires : Alpha Condé, en Guinée, ou Faure Gnassingbé, au Togo. Et ce qui le motive, c'est de s'inscrire dans l'agenda politique. Les campagnes électorales sont ses périodes de prédilection, durant lesquelles il peut jouer, depuis les coulisses, au grand ordonnateur. Exactement comme il le fait désormais en France où il prône l'union des droites, et où l'un de ses présentateurs favoris, Pascal Praud, est prévenu de la dissolution de l'Assemblée nationale avant même le Premier ministre Gabriel Attal[19]. L'éditorialiste du *Monde*, Philippe Bernard, l'avait pressenti : « Le capitaine d'industrie "fait" certaines élections en Afrique de l'Ouest. Pourrait-il être tenté de les "faire" en France[20] ? »

Le milliardaire a donc pu tester en Afrique cette mécanique inextricable entre médias, communication et politique. Le rôle joué par son agence de publicité et de communication Havas (ex-Euro RSCG, jusqu'en 2012), spécialisée dans l'influence de l'opinion publique, fut capital. C'est elle qui a organisé la stratégie, les événements de ces campagnes. L'un des épisodes emblématiques fut l'organisation par Bolloré d'un concert en septembre 2015 à Conakry, la capitale guinéenne, en pleine campagne présidentielle. Un budget de 100 000 € pour cette fête de la musique produite par Vivendi : rien n'est trop beau pour accompagner la réélection d'Alpha Condé[21].

Mais les choses ne se sont ensuite pas complètement passées comme prévu : Alpha Condé a été renversé en 2021. Nombre de dirigeants proches de Vincent Bolloré ne sont plus au pouvoir. Et les nouvelles générations sont parfois moins enclines à ces arrangements néocoloniaux.

L'Afrique laisse donc désormais à Bolloré un goût amer. Se venge-t-il en laissant ses animateurices se complaire dans un racisme outrancier ? Le milliardaire a assurément essuyé sur le continent des revers qu'il a du mal à digérer. L'un de ses échecs les plus retentissants est celui de la boucle ferroviaire devant relier la Côte d'Ivoire au Bénin, en passant par le Burkina Faso et le Niger. Une ligne de près de 2 700 kilomètres, qui devait faciliter, davantage que la mobilité des populations, l'accès aux matières premières et à leur exportation par le golfe de Guinée. Vincent Bolloré en avait fait une cause personnelle, se disant prêt à injecter son propre argent. Avant même d'avoir signé les concessions ferroviaires, il a fait construire une centaine de kilomètres de voies ferrées, aujourd'hui à l'abandon dans le désert nigérien[22]. Car la boucle n'a jamais été réalisée, pour des raisons juridiques et politiques, les nouveaux gouvernements de la région se montrant moins coopérants que leurs prédécesseurs. L'autre échec concerne les Bluezones, ces installations autonomes en énergie, implantées à Conakry, Niamey, Yaoundé… Censées être des lieux de

développement économique, proposant Wi-Fi, eau potable ou activités sportives, elles sont aujourd'hui pour la plupart totalement désertées.

Plus que par philanthropie, Vincent Bolloré a aussi multiplié ses projets africains dans un but de communication à destination de la France. Une manière de s'offrir un *storytelling* flatteur, suintant en fait le paternalisme néocolonial. Et cela a fonctionné. *Le Monde* a consacré en 2015 une série d'été en six épisodes à la boucle ferroviaire — un choix éditorial qui interpelle alors même que le projet était loin d'être concrétisé[23]. *Jeune Afrique* a traité pour sa part avec enthousiasme des Bluezones en réalisant des reportages vidéo en partenariat avec… Canal+ Afrique[24]. Même les instituts français, bras armés de la diplomatie culturelle française (financés à la fois par le ministère des Affaires étrangères et le ministère de la Culture), ont noué des partenariats avec le groupe.

À l'époque, Vincent Bolloré était perçu par beaucoup comme un entrepreneur audacieux, misant envers et contre tout sur l'Afrique. La dimension culturelle de son projet n'était peu ou pas mentionnée. Localement, des opinions plus critiques se faisaient entendre, mais elles restaient marginales. Or un regard attentif de la stratégie bolloréenne en Afrique subsaharienne aurait permis une plus grande vigilance. Car tout était déjà écrit : le rôle joué par la culture et les médias, les calculs politiques, la concentration économique, le tout porté par un engagement personnel. Un cocktail qui aujourd'hui explose en France.

Grandeur et décadence : et si la chute de l'empire bolloréen venait de l'Afrique ? Le Parquet national financier a requis en 2024 un procès pour corruption contre le milliardaire[25]. Ce dernier est suspecté d'avoir utilisé l'activité de conseil politique de sa filiale Havas pour obtenir la gestion de ports à Lomé et Conakry. Bolloré aura tout tenté pour échapper au procès public : il a même fait en 2021 une reconnaissance préalable de culpabilité.

Ce procès risque d'être une boîte de Pandore, exposant au grand jour tous les rouages de ce savant mélange des genres, depuis les infrastructures portuaires jusqu'au conseil politique. Onze associations de lutte pour la transparence en Afrique ont déposé plainte en mars 2025 devant le Parquet national financier, dénonçant des faits de recel et de blanchiment[26]. Elles réclament la restitution aux « États et populations victimes » des milliards d'euros générées par la cession de Bolloré Africa Logistics. Le groupe pourrait perdre des alliés. Le conseil d'éthique du plus grand fonds souverain de Norvège, actionnaire du groupe Bolloré, a par ailleurs déjà dénoncé dans un rapport en mars 2024 de « graves » violations des droits de l'homme au Cameroun, visant la Socapalm, la société camerounaise des palmiers, dont le groupe Bolloré détient une participation de 23,1 %[27]. On a, en tout cas, hâte de voir la couverture du procès de Bolloré par les médias lui appartenant.

1 Antoine Pecqueur, « Des ports aux médias : la nouvelle stratégie de Bolloré en Afrique », *Alternatives économiques*, 10/05/2023, disponible sur : https://alternatives-economiques.fr/ports-aux-medias-nouvelle-strategie-de-bollore-afrique/00106905 Toutes les ressources en ligne ont été consultées en mars 2025. ↩

2 OC / AFP, « Groupe Bolloré : profits exceptionnels de 3,4 milliards d'euros en 2022 », BFM, 14/03/2023, disponible sur : https://www.bfmtv.com/economie/entreprises/industries/groupe-bollore-profits-exceptionnels-de-3-4-milliards-d-euros-en-2022_AD-202303140699.html ↩

3 Amaury de Rochegonde, « Canal+ en quête d'abonnés au-delà des mers », *Stratégies*, 09/07/2024, disponible sur : https://www.strategies.fr/actualites/medias/LQ3403525C/canal-en-quete-dabonnes-au-dela-des-mers.html ↩

4 « RSF demande au comité d'éthique de Canal+ de se saisir d'un cas de censure », RSF, 18/12/2017, disponible sur : https://rsf.org/fr/rsf-demande-au-comit%C3%A9-d-%C3%A9thique-de-canal-de-se-saisir-d-un-cas-de-censure ↩

5 Mathieu Galtier, « Canal+ en Afrique, une stratégie agressive assumée », *Jeune Afrique*, 19/12/2023, disponible sur : https://www.jeuneafrique.com/1515185/economie-entreprises/canal-en-afrique-une-strategie-agressive-assumee/ ↩

6 Antoine Pecqueur, « Afrique, la culture *made in* Bolloré » *Revue du Crieur*, n° 6, janvier 2017, disponible sur : https://shs.cairn.info/revue-du-crieur-2017-1-page-52?lang=fr ↩

7 Antoine Pecqueur, « Ils sont mieux que les Français ! », *Le Monde diplomatique*, nº 831, juin 2023, disponible sur : https://www.monde-diplomatique.fr/2023/06/PECQUEUR/65823 ↩
8 Mathilde Boussion, « MultiChoice, joyau de l'audiovisuel africain, en passe d'intégrer la galaxie Bolloré », *Le Monde*, 09/06/2024, disponible sur : https://www.lemonde.fr/economie/article/2024/06/09/multichoice-joyau-de-l-audiovisuel-africain-en-passe-d-integrer-la-galaxie-bollore_6238109_3234.html ↩
9 Maxime Saada, « MultiChoice sera l'acquisition la plus ambitieuse de l'histoire de Canal+ », *Le Figaro*, 05/05/2024, disponible sur : https://www.lefigaro.fr/medias/maxime-saada-multichoice-sera-l-acquisition-la-plus-ambitieuse-de-l-histoire-de-canal-20240505 ↩
10 Fiorina Capozzi, *Vincent Bolloré. Le nouveau roi des médias européens*, Florence, goWare, 2016. ↩
11 La fréquence de C8 n'a pas été renouvelée par l'Arcom et la chaîne a donc cessé d'exister le 28 février 2025. ↩
12 *L'Heure des pros 2*, CNews, 29/08/2023. ↩
13 Philippe Bernard, « Il est logique de voir CNews, liée aux opérations africaines de Bolloré, militer contre l'étude des séquelles du colonialisme », *Le Monde*, 06/03/2021, disponible sur : https://www.lemonde.fr/idees/article/2021/03/06/il-est-logique-de-voir-cnews-liee-aux-operations-africaines-de-bollore-militer-contre-l-etude-des-sequelles-du-colonialisme_6072152_3232.html ↩
14 Fanny Pigeaud, « Au Cameroun, l'indélébile tâche de sang d'Eséka », *Afrique XXI*, 04/02/2022, disponible sur : https://afriquexxi.info/Au-Cameroun-l-indelebile-tache-de-sang-d-Eseka ↩
15 « Les actionnaires de Vivendi approuvent la scission d'Universal Music », *Les Echos*, 22/06/2021, disponible sur : https://www.lesechos.fr/tech-medias/medias/les-actionnaires-de-vivendi-approuvent-la-scission-duniversal-music-1325747 ↩
16 Antoine Pecqueur, « Afrique, des musiciens contre le pouvoir », *Revue du Crieur*, nº 13, mars 2019, disponible sur : https://shs.cairn.info/revue-du-crieur-2019-2-page-30?lang=fr&tab=auteurs ↩
17 Antoine Pecqueur, « Ouganda : le réveil de la jeunesse », *Mediapart*, 10/01/2021, disponible sur : https://www.mediapart.fr/journal/international/100121/ouganda-le-reveil-de-la-jeunesse ↩
18 Antoine Pecqueur, « Afrique, la culture made in Bolloré », art. cit. ↩
19 Ariane Chemin et Ivanne Trippenbach, « Législatives 2024 : comment les médias de Vincent Bolloré orchestrent l'alliance du RN et de la droite », *Le Monde*, 16/06/2024, disponible sur : https://www.lemonde.fr/politique/article/2024/06/16/legislatives-2024-comment-les-medias-de-vincent-bollore-orchestrent-l-alliance-du-rn-et-de-la-droite_6240508_823448.html ↩
20 Philippe Bernard, « Il est logique de voir CNews, liée aux opérations africaines de Bolloré, militer contre l'étude des séquelles du colonialisme », art. cit. ↩
21 *Complément d'enquête*, France 2, 07/04/2016. ↩
22 Rémi Carayol, « Au Niger et au Bénin, le train fantôme de Bolloré », *Afrique XXI*, 02/03/2022, disponible sur : https://afriquexxi.info/au-niger-et-au-benin-le-train-fantome-de-bollore ↩
23 Alexandre Piquard et Serge Michel, « La conquête de l'Ouest (de l'Afrique) », *Le Monde*, 02/08/2015, disponible sur : https://www.lemonde.fr/afrique/article/2015/08/11/le-rail-africain-l-autre-bataille-de-vincent-bollore_4721061_3212.html ↩
24 « Dans les bluezones africaines de Bolloré », *Jeune Afrique*, 11/09/2015, disponible sur : https://www.jeuneafrique.com/263769/economie-entreprises/au-coeur-des-bluezones-de-bollore/ ↩
25 « Le parquet financier demande un procès pour Vincent Bolloré pour corruption au Togo », *Libération*, 07/06/2024, disponible sur : https://www.liberation.fr/societe/police-justice/le-parquet-financier-demande-un-proces-pour-vincent-bollore-pour-corruption-au-togo-20240607_MMKEECJMRZDY3HRN2FLIKTI4LE/ ↩
26 « Vincent Bolloré et son groupe visé par une plainte panafricaine les accusant d'être au cœur d'un système de corruption », *Le Monde*, 19/03/2025, disponible sur : https://www.lemonde.fr/societe/article/2025/03/19/vincent-bollore-et-son-groupe-vises-par-une-plainte-panafricaine-l-accusant-d-etre-au-c-ur-d-un-systeme-de-corruption_6583461_3224.html ↩
27 « Bolloré bafoue les droits humains en Afrique, selon l'un de ses actionnaires », *Reporterre*, 06/08/2024, disponible sur : https://reporterre.net/Bollore-bafoue-les-droits-humains-en-Afrique-selon-l-un-de-ses-actionnaires ↩

Pour citer cette contribution :

→ « Bolloré : le laboratoire africain », Antoine Pecqueur, dans *Déborder Bolloré*, ouvrage collectif, coédition collective, CC BY–NC–ND, 2025.

Ou alors :

→ « Bolloré : le laboratoire africain », Antoine Pecqueur dans *Déborder Bolloré*, Alexandre Balcaen, Amzat Boukari-Yabara, Soazic Courbet, Thierry Discepolo, Karine Solene Espineira, Arnaud Frossard, Tristan Garcia, Bakonet Jackonet, Danièle Kergoat, LABo (Libraires Anti-Bolloré), Clara Laspalas, Jérôme LeGlatin, Le comité éditorial des éditions du bout de la ville, Les Soulèvements de la terre, Florent Massot, Jean-Yves Mollier, Pascale Obolo, Clara Pacotte, Antoine Pecqueur, Valentine Robert Gilabert, Charles Sarraut, Julie Wargon, coédition collective, CC BY–NC–ND, 2025.

Ont travaillé à la production de la publication multiformat *Déborder Bolloré* : Adrien, Arnaud, Alaric, Arnaud, Benny, Camille, Clara, Coralie, Éléonore, Emmanuel, Jérôme, Johan, Julie, Léna, Merlin, Nicolas, Pascale, Quentin, Rodhlann, Théo, Yann et Zoé.